

# Deux ans de croissance modérée

• Elle ne dépasserait pas 3,1% en 2018 et 2,9% l'année prochaine

• La maîtrise des équilibres macro-économiques cache des distorsions structurelles

• Sans la baisse du taux d'activité, le taux de chômage serait à 16%!

**N**OUVELLE alerte du Haut Commissariat au Plan sur la situation économique. La croissance ne dépasserait pas 3,1% en 2018 et 2,9% en 2019. Un niveau inférieur à l'accroissement du PIB enregistré en 2017, soit 4,1%.

Ces prévisions en retrait sont plutôt étonnantes au moment où la conjoncture internationale s'améliore. Il semble que l'économie marocaine ne parvienne pas à tirer entièrement profit de la reprise mondiale. Le contenu en emploi de la croissance reste sur une tendance baissière. Le taux de chômage serait en hausse; 10,4% en 2018. Sans la baisse continue du taux d'activité (il a reculé de 50% en 2009 à 46,7% en 2017), le chômage serait plus élevé. «Il aurait pu se situer en 2018 à 16% si le taux d'activité était maintenu à son niveau de 2009», souligne le HCP.

Le problème de l'économie est lié à la lenteur voire à l'absence de réformes structurelles. Surtout que le modèle de croissance actuel a atteint ses limites. «Les performances macro-économiques s'inscrivent dans le cadre d'une croissance plutôt faible soumise encore, même avec un degré moindre, aux aléas pluviométriques. Nous avons une offre à faible contenu en technologie et en capacité d'exportation, peu créatrice d'emplois qualifiés et peu contributive à la réduction des inégalités sociales et territoriales», souligne Ahmed Lahlimi, haut commissaire au Plan.

En 2018, le moteur de la croissance restera la demande intérieure alors que la demande extérieure nette devrait contribuer négativement à la croissance, et ce même si une amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc est attendue.

La demande intérieure enregistrerait une progression de 3,5% en 2018 et 2,9% en 2019. Sa contribution à la

croissance s'élèverait respectivement de 3,8 points en 2018 et 3,2 points en 2019.

La consommation finale des ménages va bénéficier de l'amélioration des revenus agricoles et de la consolidation de la croissance des activités non-agricoles. Elle sera sur une croissance de 3,3% en 2018 et de 3,4% en 2019. La consommation des administrations publiques devrait également s'accroître et la formation brute de capital fixe resterait sur un rythme soutenu. Cela est attribué «aux programmes d'infrastructures et à la reprise relative des activités industrielles».

La formation brute du capital fixe serait sur une hausse de 5,6% en 2018 et de 3,6% en 2019. L'année dernière, elle avait baissé de 0,8%. Sa contribution à la croissance devrait s'améliorer de 1,6 point et

point en 2017.

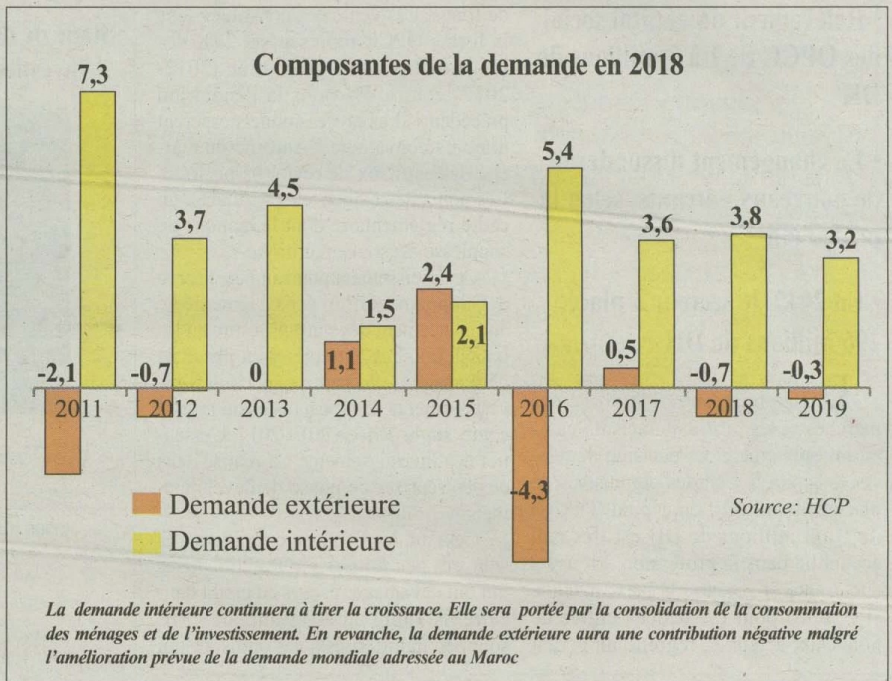
La campagne agricole, l'une des meilleures des dernières années, est marquée par le rendement élevé de la céréaliculture et la bonne tenue des cultures classiques notamment maraî-

notamment industrielles et minières. S'y ajoute, le secteur tertiaire dont la croissance devrait prendre 0,4 point sous l'effet du dynamisme du secteur touristique.

Si la maîtrise des équilibres financiers est un acquis, elle cache des distorsions structurelles, tempère Lahlimi. «La baisse du déficit budgétaire est attribuée davantage à la rationalisation des dépenses de fonctionnement et la réduction des dépenses de compensation et non à une hausse des recettes publiques». Ceci étant, un creusement du déficit budgétaire est à craindre en raison de la hausse des dépenses d'investissement alors que les recettes courantes se contractent en raison du ralentissement de l'activité économique. «Les

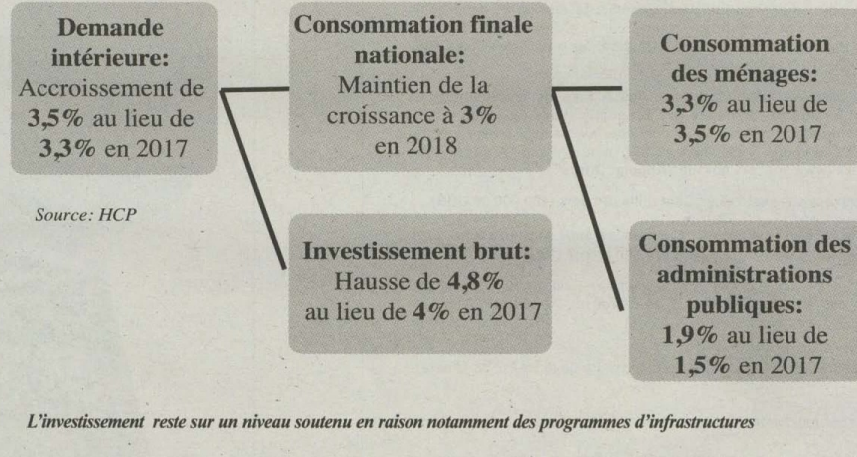
recettes de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt indirect, dont l'évolution est fortement liée à l'activité économique, ont perdu respectivement 0,7 et 1,1 point en pourcentage du PIB depuis 2012, point de départ du ralentissement de la croissance».

K. M.



## Situation macroéconomique en 2018

### Les composantes de la demande



à un point respectivement en 2018 et 2019 après avoir été négative en 2017.

Cette année, la valeur ajoutée des secteurs primaires serait modérée: 3,1% en 2018 et un recul de 0,3% en 2019. Sa contribution au PIB serait nulle en 2019 alors qu'elle ne dépasserait pas 0,4 point en 2018 contre 1,6

chers et arboricoles. Seule ombre au tableau, une relative baisse du rythme de croissance des activités de l'élevage.

Les activités non-agricoles vont rester sur un trend haussier: 3,1% en 2018 et 3,2% en 2019, après 2,8% en 2017. Elles vont notamment bénéficier du bon comportement des activités traditionnelles du secteur secondaire,